



Pour un plan d'urgence dans l'éducation nationale :

Pour les salaires, les postes, les conditions de travail

Grève et manifestation

23 septembre, 11h30 rectorat de Bordeaux

Les annonces du président de la République à Marseille ainsi que la médiatisation exaspérante du ministre de l'Éducation Nationale toujours dans la communication entre mensonge et mépris envers la profession démontrent bien que le gouvernement s'assoit sur les réalités du terrain que vivent au jour le jour les élèves et les personnels. Il n'y a rien en termes de moyens, rien sur les conditions de travail, rien pour prendre en compte les conséquences de la crise sanitaire, contre la mise en place du pass sanitaire outil de division entre vaccinés et non-vaccinés qui conduit à un tri entre les élèves et à des sanctions envers certains personnels.

C'est dans le 2nd degré

- plus 1643 élèves pour 55 postes en moins cette rentrée,
- 35, 36... 37 élèves par classe en lycée,
- un bac de moins en moins reconnu et de plus en plus inégalitaire,..... « feu » le bac !
- dans les lycées professionnels une concurrence déloyale avec des formations privées qui s'éloignent de la formation du citoyen pour plus de rentabilité.

C'est dans le premier degré

- 318 écoles qui ont une moyenne à plus de 24 élèves/classe. Soit 34% des écoles du département !
- la suppression de rased alors que la situation sociale se dégrade du fait du manque des moyens alloués pendant la crise,
- Un remplacement de plus en plus impossible, aucun poste de ZIL créé !
- une offensive sur le statut pour les directeur.rices d'école unanimement condamné...

Et toujours pas de moyens supplémentaires pour la gestion de la crise sanitaire...

Ce sont aussi les AESH (accompagnant.es des élèves en situation de handicap), les **AED** (assistant.es d'éducation) et l'ensemble des personnels précaires indispensables au fonctionnement de l'Ecole toujours méprisés.es ballottés.es et exploités.es.

Nous voulons un plan d'urgence pour l'Education Nationale :

- Baisse des effectifs par classe**, stop au sureffectif dans les classes qui dégrade les conditions de travail de tous
- Un vrai statut et un vrai salaire pour les AESH et les AED.** Fin de la précarité
- Rétablissement d'un bac national** avec des épreuves terminale, la suppression du contrôle continu Blanquer
- Revalorisation salariale avec augmentation du point d'indice.** Contre toutes les attaques statutaires, notamment celles issues des mesures du « Grenelle » ;
- Retour au paritarisme** qui permet de contrôler les décisions de l'administration
- Refus du projet d'expérimentation Macron annoncé à Marseille.

Nos organisations appellent tous les personnels à se réunir dans les écoles, les établissements et les services, à se mettre en grève le 23 septembre, à poursuivre les actions au-delà, en particulier dans le cadre de la mobilisation interprofessionnelle du mardi 5 octobre